

<b>Annexe 4 du contrat d'expertise</b> <b>Modalités de prise en charge des missions d'expertise (expert)</b>
---

**Prestations :**

Le montant alloué est à hauteur de 225 euros brut par demi-journée par prestation prévue dans l'ordre de mission. Ce montant inclut toutes les taxes, à l'exception des prestataires belges assujettis et redevables de la TVA qui ajouteront à ce montant 21% de TVA. Un expert assujetti en dehors de la Belgique ne calculera pas de TVA sur ses prestations en application aux dispositions liées aux prestations de services intracommunautaires. Il s'agit d'un montant forfaitaire non révisable incluant toutes les activités décrites à l'article 3 du contrat d'expertise.

Une activité prévue dans l'ordre de mission et qui n'aurait pas été prestée du fait de l'expert, même pour raison de force majeure, ne donne lieu à aucune rémunération.

Pour garantir le succès de la mission, l'expert pourra être convoqué par l'Agence à une ou plusieurs séances de travail supplémentaires. Le nombre maximum de journées supplémentaires est fixé à cinq (5).

Ces prestations supplémentaires seront rémunérées selon les modalités précitées.

Seules les séances de travail supplémentaires convoquées par l'Agence ou organisées avec l'accord de l'Agence, feront l'objet d'un paiement de prestations (et le cas échéant d'un remboursement de frais) selon les modalités précitées.

Les montants versés font l'objet d'une déclaration fiscale en Belgique via l'établissement d'une fiche 281.50 envoyée au SPF Finances et à l'expert au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle du paiement des prestations.

Il appartient à l'expert de se conformer à la législation fiscale de son pays.

**Frais de transport :**

L'organisation du voyage incombe à l'expert. L'Agence prend en charge, dans les conditions mentionnées ci-dessous, les frais engagés pour les déplacements à partir du domicile de l'expert (sauf dérogation convenue préalablement avec l'Ordonnateur délégué) et vers le lieu de réunion convenu ou le lieu de la visite d'évaluation.

Lorsque la distance n'excède pas cinq cents (500) kilomètres, l'Agence prend en charge :

- le déplacement en véhicule automobile ou à vélo (remboursé sur la base du tarif en vigueur à la Communauté française<sup>1</sup>) ou
- le déplacement par chemin de fer, première classe ;

Lorsque la distance excède cinq cents (500) kilomètres, l'Agence prend en charge :

---

<sup>1</sup> A titre indicatif, le tarif en vigueur est de 0,3707 € à partir du 1er juillet 2021 par kilomètre parcouru en véhicule automobile et de 0,25 € par kilomètre parcouru en vélo.

- le déplacement en avion, en classe économique (hors supplément pour services payants tels que l'embarquement prioritaire ou le choix de siège);
- le déplacement par chemin de fer, première classe ou
- le déplacement en véhicule automobile (remboursé sur la base du tarif en vigueur à la Communauté française<sup>2</sup>) si celui-ci n'excède pas les frais encourus par un déplacement par chemin de fer, première classe ou en avion, classe économique.

**Remarque** : le même mode de remboursement (sur la base du tarif au kilomètre parcouru en vigueur à la Communauté française) est appliqué en cas de location de véhicule automobile.

Pour les voyages internes nécessités par la mission, l'AEQES prend en charge le remboursement des frais de transport en commun (bus, tram, métro, train 1<sup>ère</sup> classe) et/ou de véhicule automobile (forfait au kilomètre) voire, si nécessaire, de taxi.

Si, en cas de force majeure dûment justifié, l'expert ne peut se rendre à une activité liée à sa mission et que les frais de transports ont déjà été réglés par lui, l'Agence interviendra à concurrence de la moitié de ces frais.

### **Frais d'hébergement et de restauration :**

La réservation de l'hébergement incombe à l'AEQES.

Les frais d'hébergement<sup>3</sup> directement liés aux journées d'expertise sont pris en charge par l'Agence à raison d'une chambre simple dans un hôtel de première ou deuxième catégorie (trois (3) ou quatre (4) étoiles) situé à proximité de l'établissement visité.

L'expert souhaitant annuler la ou les nuit(s) d'hôtel prévient l'hôtel et l'AEQES au moins 24 heures à l'avance. A défaut la ou les nuitée(s) que facturerait l'hôtel seront à charge de l'expert.

L'Agence s'engage à prendre en charge l'hébergement et les frais de restauration<sup>4</sup> (montant de cinquante (50) euros maximum par jour) pour la période suivante : la nuit précédant la visite (N-1), la ou les nuit(s) entre les jours de visite (N) et la nuit suivant le dernier jour de visite (N+1), moyennant les restrictions suivantes :

L'Agence ne prendra pas en charge l'hébergement d'un expert la veille d'une visite (ou toute autre réunion) si celle-ci débute à partir de midi et si le domicile de l'expert se situe en deçà de 120 km du lieu de la réunion. En outre, exception faite d'une première journée d'une visite de deux jours, l'Agence ne prendra pas en charge l'hébergement d'un expert le soir même d'une visite (ou toute autre réunion) si celle-ci se termine avant 19 heures et si le domicile de l'expert se situe en deçà de 120 km du lieu de la réunion.

---

<sup>2</sup> Idem.

<sup>3</sup> L'on entend par « frais d'hébergement » : les frais de nuitée, les frais de parking (si nécessaire), la connexion internet, le petit-déjeuner. Tout autre frais (par exemple consommation minibar) sera à charge de l'expert.

<sup>4</sup> L'on entend par « frais de restauration » : un repas de midi et un repas en soirée hors prémisses de l'établissement visité dont le remboursement sera effectué uniquement sur présentation d'une souche TVA ou d'un ticket de caisse.

De plus, lorsque la distance entre le domicile de l'expert et Bruxelles excède cinq cents (500) kilomètres, l'Agence peut s'engager à prendre en charge son hébergement en Belgique pour une période de maximum sept (7) jours entre deux visites. Durant cette période (7 jours maximum), l'Agence ne prendra pas en charge les frais de restauration de l'expert. Ce séjour allongé pour raison de missions d'expertise doit faire l'objet d'un accord préalable de l'Ordonnateur délégué.

Les frais occasionnés par l'expert avant ou après les périodes définies ci-dessus ne pourront être remboursés par l'Agence.

**Dérogation :**

Tout ce qui dépasserait le cadre des remboursements précités doit faire l'objet d'un accord de l'Ordonnateur des comptes de l'AEQES, faute de quoi la dépense risque de ne pas être prise en charge par l'AEQES.

**Modalités de paiement des prestations et des frais:**

Le paiement des prestations s'effectuera en deux fois : la première partie des prestations sera versée à l'issue de l'ensemble des visites d'expertise, la seconde partie après réception de l'ensemble des rapports (y compris l'analyse transversale, le cas échéant). Pour pourvoir au versement des prestations, la Cellule exécutive adressera à l'expert une déclaration de prestations.

Le remboursement des frais engagés par l'expert pour les visites (déplacements et restauration) est quant à lui effectué au fur à et mesure sur présentation d'une déclaration de créance telle qu'établie par l'Agence pour l'évaluation de la qualité (annexe 5) et reprenant toutes les pièces justificatives originales.

Les frais encourus dans l'année civile seront facturés à l'AEQES au plus tard le 23 décembre de cette même année.

Un délai de cinquante (50) jours calendrier prenant cours le jour de la réception de la déclaration de créance est requis pour liquidation.